



Qui sont les parties concernées ?

Cette assurance s'adresse aux travailleurs indépendants avec ou sans société :

- à titre principal ;
- à titre complémentaire (non-starters) et qui sont redevables de cotisations sociales au moins égales à celles d'un indépendant à titre principal ;
- conjoints aidants avec un statut social et fiscal complet (maxi-statut) ;
- aidants indépendants à titre principal et à titre complémentaire redevables de cotisations sociales au moins égales à celles d'un indépendant à titre principal.



Quelles prestations sont prévues ?

Différence entre une PLCI ordinaire et une PLCI sociale

Dans le cas d'une PLCI sociale, une prime plus importante peut être épargnée (9,40% du revenu de référence au lieu de 8,17%). 10% de cette cotisation sont obligatoirement consacrés au financement de prestations de solidarité (voir ci-dessous).

Garanties principales

Garantie en cas de vie

Le contrat garantit le versement de la totalité de la réserve d'épargne à l'assuré. Cette réserve est constituée par la somme de la (des) prime(s), hors taxes, frais d'entrée et primes pour les éventuelles garanties complémentaires, et des intérêts garantis capitalisés.

Ce montant peut être augmenté d'une éventuelle participation bénéficiaire. Le montant total épargné – également appelé réserve – est versé à l'assuré s'il est en vie à la date de terme du contrat.

Garantie en cas de décès (standard)

La réserve du contrat (participation bénéficiaire incluse) constituée au moment du décès est payée au bénéficiaire en cas de décès si l'assuré décède avant le terme.

Garanties complémentaires

Capital décès

Il est possible d'opter pour une couverture décès plus élevée que la couverture standard.

Il y a 3 possibilités :

- réserve du contrat avec comme minimum un capital fixe ;
- réserve du contrat avec comme minimum un capital décroissant (*) ;
- réserve du contrat à laquelle s'ajoute un capital décroissant (*).

(*) La décroissance du capital assuré correspond aux amortissements d'un emprunt par charges périodiques constantes ou par tranches de capital périodiques égales sur une durée fixée.

Pour plus d'informations sur la garantie en cas de décès, voir :

www.aginsurance.be/professionals/fr/entrepreneur/moimeme/Pages/garantie-deces-dans-assurance-pension.aspx

Incapacité de travail en cas de maladie et/ou d'accident

- versement d'une rente mensuelle en plus de l'intervention légale ;
- remboursement des cotisations de la garantie en cas de vie et en cas de décès.

Pour plus d'informations sur la garantie incapacité de travail, voir :

www.aginsurance.be/professionals/fr/entrepreneur/moimeme/Pages/garantie-incapacite-de-travail-dans-assurance-pension.aspx

Versement d'un capital en cas de décès accidentel

Prestations de solidarité liées à la PLCI sociale :

- rente mensuelle pendant un an maximum en cas d'incapacité de travail ;
- AG prend en charge le paiement de la cotisation pour la pension complémentaire en cas d'incapacité de travail ;
- une prime de naissance en cas d'accouchement ;
- une rente de survie pour les proches en cas de décès avant le 60^e anniversaire ;
- une indemnité forfaitaire en cas de maladie grave avant le 60^e anniversaire.

Pour plus d'informations sur les prestations de solidarité, voir :

www.aginsurance.be/professionals/fr/pension/ma-pension/Pages/pension-libre-complementaire-sociale-pour-independants.aspx



Comment la pension est-elle constituée ?

Assurance-vie individuelle soumise au droit belge (branche 21).

Taux d'intérêt garanti :

Chaque cotisation versée est capitalisée au taux d'intérêt garanti en vigueur au moment de sa réception. Ce taux d'intérêt dépend de la durée restante du contrat à compter du moment du versement jusqu'à la date la plus proche d'une part de l'âge légal de la pension de l'affilié et, d'autre part de l'âge au terme du contrat.

Taux d'intérêt garanti si la durée restante est > 8 ans : 0,50%.

Taux d'intérêt garanti si la durée restante est ≤ 8 ans : 0,50%.

Le taux d'intérêt appliqué à une cotisation est garanti jusqu'au terme du contrat.

Participation bénéficiaire :

Une participation bénéficiaire peut être attribuée annuellement en fonction de la conjoncture économique et des résultats de l'entreprise. L'assureur n'a ni l'obligation légale, ni l'obligation contractuelle de prévoir une participation bénéficiaire. La participation bénéficiaire n'est pas garantie et peut changer chaque année.

Rendement brut global (taux d'intérêt garanti + participation bénéficiaire) :

Exercice	Rendement brut global
2021	1,90%
2020	1,90%
2019	2,00%
2018	2,10%
2017	2,15%

Ce rendement ne tient pas compte de l'application de l'impôt sur la participation bénéficiaire ni des autres frais et taxes. Il s'agit de rendements du passé qui ne constituent pas un indicateur fiable pour un rendement futur. Pour les contrats avec un taux d'intérêt garanti plus élevé, le rendement brut global est égal au taux d'intérêt garanti.

Les rendements sont appliqués à la réserve moyenne gérée, qui tient compte de la réserve gérée au début de l'année et de tous les mouvements - positifs ou négatifs - en cours d'année, en se basant sur leurs dates valeurs.

Informations en matière de durabilité

Risque de durabilité et principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Les facteurs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (facteurs ESG) sont des données non financières qui jouent un rôle important dans la performance des investissements, à la fois en termes de rendement et de risque. Pour minimiser l'impact du risque de durabilité sur la performance de ses investissements et donc sur le rendement du produit, AG intègre les facteurs ESG dans ses décisions d'investissement, notamment via l'utilisation de scores ESG et l'exclusion de certains secteurs ou activités controversés comme

- l'industrie de l'armement
- le tabac
- les jeux de hasard
- le charbon thermique
- l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnels
- les dérivés sur les matières premières alimentaires
- les paradis fiscaux ainsi que les régimes ou les personnes considérés comme corrompus

Dans la gestion de ses investissements, AG prend en compte notamment les indicateurs d'incidence négative suivants :

- Émissions de gaz à effet de serre des entreprises
- Empreinte carbone
- Intensité carbone
- Exposition aux combustibles fossiles
- Violation du Pacte mondial des Nations unies
- Exposition aux armes controversées

Une explication plus détaillée de notre approche d'investissement durable, ainsi qu'un reporting sur les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité est disponible sur le site d'AG ([ag.be/investir/durabilite](https://www.ag.be/investir/durabilite)).

Produit axé sur des caractéristiques écologiques et sociales (SFDR art. 8)

Le produit Pension Libre Complémentaire pour Indépendants (sociale) a des caractéristiques environnementales et sociales qui permettent de contribuer à un impact positif sur l'environnement ou la société et de limiter les impacts négatifs sur l'environnement ou la société, grâce à une sélection appropriée des investissements.

AG applique, entre autres, les principes suivants : exclusion systématique de certaines activités controversées d'un point de vue environnemental ou social et de certains pays ne respectant pas des normes et standards internationaux, intégration de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG), l'exercice du droit de vote et l'engagement avec les entreprises.

Des stratégies d'investissement responsable complémentaires sont également appliquées : l'approche 'Best in Class' pour les secteurs de l'énergie et de l'électricité conventionnelles et un actionnariat actif qui permet de sensibiliser les entreprises à l'aspect durable ou non de leur propre politique. Des exclusions plus strictes sont aussi appliquées pour un certain nombre de secteurs et d'activités, ainsi que pour certains pays. La description de notre approche d'investissement pour ce produit se trouve sur le site d'AG

(<https://www.aginsurance.be/Retail/fr/Documents/cadre-particulier-branche-21.pdf>).

Cette approche a permis à ce produit d'obtenir en parallèle le label « Towards Sustainability », qui est une norme de qualité supervisée par le Central Labelling Agency. Pour satisfaire à cette norme, ce produit doit répondre à un certain nombre d'exigences minimales en matière de durabilité.

La taxonomie de l'Union Européenne (UE) établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE. Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents à ce

produit qui prennent en compte les critères de l'UE en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit ne prennent pas en compte les critères de l'UE en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Tout autre investissement durable ne doit pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.



Ce produit permet-il de financer un bien immobilier ?

Ce contrat peut être pris en compte dans l'optique d'un financement immobilier.

Il y a 3 possibilités :

- avance sur la réserve constituée avec paiement annuel d'intérêts ;
- mise en gage du capital constitué en cas de décès et/ou de vie ;
- utilisation du capital pension pour reconstituer le crédit au terme.



Quelles sont les modalités de paiement des cotisations ?

PLCI ordinaire :

- maximum 8,17 % du revenu de référence (= revenu professionnel net imposable indexé d'il y a 3 ans, plafond 2022 : 3.447,62 euros) ;
- minimum : 100 euros par an ;
- paiement annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel.

PLCI sociale :

- maximum 9,40 % du revenu de référence (= revenu professionnel net imposable indexé d'il y a 3 ans, plafond 2022 : 3.966,67 euros) ;
- minimum : 111,12 euros par an ;
- paiement annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel.

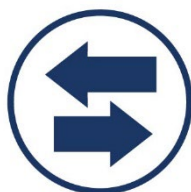


Quand est-ce que le paiement aura lieu ?

- Paiement obligatoire en cas de départ à la pension ou de décès.
- Paiement au terme possible à partir du moment où l'affilié atteint l'âge légal de la pension ou dès qu'il remplit les conditions pour prendre sa pension anticipée.

Dans les deux cas, il n'y a pas de frais.

- Possibilité de paiement avant la date de terme du contrat si l'affilié a atteint l'âge légal de la pension ou à partir du moment où il remplit les conditions pour prendre sa pension anticipée. Dans ce cas, des frais de sortie s'appliquent.



Est-il possible de transférer les réserves ?

Les réserves constituées dans le cadre de cette PLCI (sociale) peuvent être transférées de manière fiscalement neutre vers une PLCI (sociale) de même type dans un autre organisme de pension.

Dans ce cas, des frais de sortie s'appliquent.



Quelle fiscalité est d'application ?

Fiscalité des primes :

- Les primes sont déductibles du revenu imposable au taux marginal en tant que frais professionnels, tout comme les cotisations de sécurité sociale.
- Pas de taxe sur les cotisations vie/décès.
- Taxe de 9,25% sur les cotisations d'incapacité de travail.

Imposition des prestations au terme :

- retenue INAMI : 3,55% ;
- cotisation de solidarité : 0-2% ;
- imposition en rente fictive calculée sur le capital pension hors participation bénéficiaire (1).

(1) Ou sur 80% du capital pension hors participation bénéficiaire en cas de liquidation à partir de l'âge légal de la pension ou à partir de l'âge auquel les conditions pour une carrière complète sont remplies ET si l'affilié est resté effectivement actif jusqu'à cet âge.

Imposition des prestations en cas de décès avant le terme :

- retenue INAMI : 3,55%, uniquement dans le cas où le conjoint survivant est le bénéficiaire ;
- cotisation de solidarité : 0-2%, uniquement dans le cas où le conjoint survivant est le bénéficiaire ;
- imposition en rente fictive calculée sur le capital décès hors participation bénéficiaire (2), à charge du (des) bénéficiaire(s).

(2) Ou sur 80% du capital décès hors participation bénéficiaire en cas de décès avant le terme et en cas de liquidation à partir de l'âge légal de la pension ou à partir de l'âge auquel les conditions pour une carrière complète sont remplies ET si l'affilié est resté effectivement actif jusqu'à cet âge.

Des droits de succession sont applicables au paiement du capital décès.



Quels sont les frais ?

Des frais sont prélevés sur les cotisations, les réserves et les versements de capital avant la date de terme du contrat, sauf en cas de départ à la pension.

Frais d'entrée : maximum 6,5% de chaque cotisation.

Frais de gestion : chaque année, 0,20% sur la réserve.

Frais de sortie : les frais de sortie sont de 5% de la valeur de rachat théorique du contrat.

Les frais de sortie se montent à 4%, 3%, 2%, 1% ou 0% si le rachat a lieu respectivement 5, 4, 3, 2 ans ou la dernière année précédant la date terme du contrat.



Quelle information est prévue ?

Vous pouvez consulter la situation au 1^{er} janvier des données relatives à vos pensions complémentaires sur votre fiche de pension annuelle et sur www.mypension.be/fr.

Les conditions générales sont disponibles gratuitement chez votre intermédiaire et sur www.aginsurance.be/professionals/fr.



Que faire en cas de plainte ?

Pour toutes vos questions, adressez-vous en premier lieu à votre intermédiaire. Toute plainte concernant ce produit peut être introduite auprès du Service de Gestion des Plaintes d'AG Insurance SA, bd. E. Jacqmain 53 à 1000 Bruxelles, tél. 02 664 02 00, customercomplaints@aginsurance.be.

Si la solution proposée par AG ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez soumettre votre plainte à l'Ombudsman des Assurances (info@ombudsman.as), Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, www.ombudsman.as.

Cette fiche d'information sur la Pension Libre Complémentaire pour Indépendants (sociale) décrit les modalités du produit applicables au 30/06/2022.

